RCS : VERSAILLES
Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1976 B 00986
Numéro SIREN : 722 041 670
Nom ou dénomination : PRODIF

Ce dépôt a été enregistré le 17/09/2020 sous le numéro de dépôt 19317

PRODIF

Société par actions simplifiée au capital de 39 920 euros
n° de gestion ZAC du Pré Clos – 500 rue Clément Ader
78530 BUC
722 041 670 RCS VERSAILLES

n° de dépôt 19317 17 SEP. 2020

n° de chrono

DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 979 479,02 euros, majoré du report à nouveau créditeur de 3 692,24 euros, soit un montant total de 983 171,26 euros, comme suit :

- A titre de dividendes	700 000,00 €
- Au poste « autres réserves »	280 000,00 €
- Le solde au compte de report à nouveau	3 171,26 €
Total affecté	983 171,26 €

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associé unique prend acte que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	Dividendes distribués	Dividende net par actions	Dividendes éligibles à l'abattement
31 décembre 2018	1 000 000	400,80	1 000 000
31 décembre 2017	2 173 913	871,30	2 173 913
31 décembre 2016	1 500 000	601,20	1 500 000

Certifié conforme à l'original.

Franck MURET
Président

Bilan Actif

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	23 357	23 357		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	522 451	13 212	509 238	509 238
	Constructions	1 267 374	988 795	278 578	317 002
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	223 875	207 044	16 831	18 874
	Autres immobilisations corporelles	339 039	276 572	62 467	63 472
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	38 112		38 112	38 112
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	304		304	304
	TOTAL (II)	2 414 511	1 508 981	905 531	947 002
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	3 777 875	64 336	3 713 539	3 431 050
	Avances et Acomptes versés sur commandes	14 588		14 588	7 946
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	3 026 949		3 026 949	3 583 001
	Autres créances	540 533		540 533	612 701
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	7 273 438		7 273 438	7 296 146
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	158 820		158 820	86 713
	TOTAL (III)	14 792 205	64 336	14 727 868	15 017 557
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	17 206 716	1 573 317	15 633 399	15 964 559

(1) dont droit au bail	
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an	304
(3) dont créances à plus d'un an	

SAS PRODIF

500 Rue Clement Ader

78530 BUC

SIRET : 72204167000042

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

ARTEMID CONSEIL

Société d'Expertise-comptable inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-comptables de Paris / Ile de France

26, rue Anatole France | 92300 Levallois-Perret | Tél. 01.45.26.82.82

www.artemid.fr

Bilan Passif

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	39 920	39 920
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...	179 847	179 847
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	3 992	3 992
	Réserves statutaires ou contractuelles	11 000 000	10 759 412
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	3 692	
	Résultat de l'exercice	979 479	1 244 281
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	268 845	285 718
	Total des capitaux propres	12 475 775	12 513 169
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	179 276	179 721
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	179 276	179 721
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 277	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	14 922	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 564 523	1 981 302
	Dettes fiscales et sociales	347 211	350 732
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 050 415	939 635
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	2 978 348	3 271 669
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	15 633 399	15 964 559

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	979 479,02	1 244 280,73
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	2 963 426	3 271 669
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1 277	

Compte de Résultat

1/2

		France	Exportation	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	12 508 530	(22 037)	12 486 493	12 205 722
	Production vendue (Biens)	5 076 823		5 076 823	5 462 419
	Production vendue (Services et Travaux)	110 418		110 418	140 081
	Montant net du chiffre d'affaires	17 695 771	(22 037)	17 673 734	17 808 222
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			188 465	191 043
	Autres produits			10 637	6 136
	Total des produits d'exploitation (1)			17 872 836	18 005 400
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			6 033 176	6 695 189
	Variation de stock			(317 773)	(849 215)
	Achats de matières et autres approvisionnements			5 867 346	5 865 106
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			2 646 660	2 695 370
	Impôts, taxes et versements assimilés			131 943	148 596
	Salaires et traitements			1 219 568	1 213 115
	Charges sociales du personnel			501 916	526 557
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			84 846	102 185
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions			214 561	179 721
	Autres charges			35 751	3 014
	Total des charges d'exploitation (2)			16 417 992	16 579 637
	RESULTAT D'EXPLOITATION			1 454 844	1 425 763

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2019	31/12/2018
	RESULTAT D'EXPLOITATION	1 454 844	1 425 763
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	27 977	33 215
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	27 977	33 215
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	20 883	17 157
	Différences négatives de change	592	21 265
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	21 475	38 423
	RESULTAT FINANCIER	6 502	(5 208)
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 461 347	1 420 555
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		151 235
	Sur opérations en capital	12 000	289 192
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	16 874	40 567
	Total des produits exceptionnels	28 874	480 994
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	68	600
	Sur opérations en capital	9 271	128 551
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	9 339	129 151
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	19 535	351 843
	PARTICIPATION DES SALARIES	72 797	73 952
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	428 605	454 166
	TOTAL DES PRODUITS	17 929 687	18 519 609
	TOTAL DES CHARGES	16 950 208	17 275 328
	RESULTAT DE L'EXERCICE	979 479	1 244 281

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Annexes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total est de 15 633 398,89 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 979 479,02 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :
- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Accroissements et allègements de la dette future d'impôts
- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires du Commissaire Aux Comptes
- Effectif moyen
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du Code de commerce, du Plan comptable général tels que décrits dans le règlement n° 2018-07 de l'Autorité des normes comptables du 10 décembre 2018 relatif au Plan comptable général, et des pratiques comptables généralement admises en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incoprorelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

La base amortissable des actifs immobilisés ne tient pas compte de leur valeur résiduelle car celle-ci n'est pas mesurable de manière fiable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels de bureautique	**1 an**
Structures et gros oeuvres constructions	**40 ans**
Toitures et charpentes constructions	**20 ans**
Autres aménagements et agencements des constructions	**15 à 16 ans**
Agencements et aménagements divers	**5 à 10 ans**
Matériels et outillages industriels	**5 à 10 ans**
Matériels de transport	**3 à 5 ans**
Matériels de bureau et informatique	**3 à 5 ans**
Mobiliers de bureau	**5 à 16 ans**

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation des stocks est pratiquée lorsque la valeur de réalisation nette des biens en stocks devient inférieure à la valeur brute déterminée selon les modalités indiquées ci-dessus.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

OPERATIONS EN DEVISES

Les achats libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours de couverture, ainsi aucun écart de change n'est constaté lors du règlement des dettes afférentes à ces achats.

Les dettes en devises étrangères ne font pas l'objet de réévaluation à la clôture de l'exercice dès lors qu'elles sont couvertes.

Les éventuelles pertes de change sur les engagements d'achat de devises à terme, déterminées par rapport au dernier cours de clôture, ne font pas l'objet d'une provision pour perte de change à la clôture de l'exercice.

Les soldes des comptes bancaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture à l'exception des sommes affectées aux crédits documentaires ouverts et non échus et des sommes affectées à des commandes certaines à la clôture de l'exercice. Les dettes relatives à ces sommes sont converties en monnaie nationale au cours de change utilisé pour enregistrer l'achat des devises en monnaie nationale.

OPERATIONS DE COUVERTURE

Une part importante des achats de l'entreprise est libellée en devises étrangères.

Dans l'objectif de réduire le risque d'impact défavorable de l'exposition à la variation du cours de change des devises étrangères sur le résultat, les flux ou les capitaux propres, l'entreprise souscrit régulièrement des opérations de change à terme avec ou sans accumulateurs.

Il a été considéré que le recours à ces opérations de change constitue une stratégie d'optimisation de couverture, dans la mesure où elle ne génère pas de risque supplémentaire pour l'entreprise à la date de mise en place de la relation de couverture.

Il est précisé que les prévisions d'achats sont considérées comme des éléments couverts, dans la mesure où elles possèdent une probabilité suffisante de réalisation. Les dettes fournisseurs liées à ces achats sont également considérées comme des éléments couverts.

Il est procédé régulièrement au rapprochement entre le cumul des devises étrangères détenues (en banque), des créances clients libellés en devises étrangères et des engagements d'achats de devises étrangères à terme, et le montant global des éléments couverts (en cours fournisseurs et prévisions d'achats). Si cette analyse fait apparaître une situation de sur-couverture, la part des engagements d'achats de devises étrangères à terme et des devises étrangères détenues et des créances clients libellées en devises étrangères) excédant le montant des éléments couverts est requalifiée en position ouverte isolée.

Le résultat de couverture est reconnu en résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et charges sur les éléments couverts.

Les variations de valeur des instruments de couverture et des devises étrangères détenues sont reconnues en résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et charges sur les éléments couverts. Les moins-values latentes constatées sur les instruments de couverture et les devises étrangères détenues ne donnent donc pas lieu à la constatation d'une provision. Elles ne sont reconnues en résultat que si les gains sur les éléments couverts sont eux-mêmes comptabilisés en résultat.

Les variations de valeur des instruments de couverture et des devises étrangères détenues ne sont pas reconnues au bilan. Toutefois, dès lors que les variations de valeur des éléments couverts font l'objet d'une comptabilisation au bilan (en écart de conversion), les variations de valeur des instruments de couverture et des devises étrangères détenues sont, par symétrie, également être comptabilisées au bilan (dans les comptes 478 « Différences d'évaluation sur instruments de trésorerie » en contrepartie d'un compte 52 « Instruments de trésorerie »). Dans ce cas, les comptes 47 sont compensés pour la présentation au bilan.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Transactions avec les parties liées :
Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R. 123-198 du Code de commerce.

Engagements d'achats de devises à terme :

Les opérations de change à terme avec accumulateur en cours au 31/12/2019 sont les suivants :

Montant nominal en USD	Date de conclusion de l'opération	Date d'échéance de l'opération	Nombre de dates de constatation durant l'opération	Borne basse (KO)	Borne haute (Strike)	Montant net accumulé non livré en USD au 31/12/2019	Montant potentiel restant à accumuler en USD après le 31/12/2019	Montant maximal restant à accumuler si cours supérieur au strike en USD après le 31/12/2019
530 000,00	15/03/2019	20/03/2020	53	1,0900	1,1850	410 000	120 000	240 000
840 000,00	20/03/2019	17/04/2020	56	1,0900	1,1880	600 000	240 000	480 000
560 000,00	08/04/2019	15/05/2020	56	1,0900	1,1775	360 000	200 000	400 000
750 000,00	13/05/2019	08/06/2020	50	1,0900	1,1750	405 000	345 000	690 000
648 000,00	05/06/2019	20/07/2020	54	1,0900	1,1755	300 000	348 000	696 000
684 000,00	21/06/2019	20/08/2020	57	1,0900	1,1800	288 000	396 000	792 000
784 000,00	09/10/2019	12/11/2020	56	1,0850	1,1400	228 000	456 000	912 000
684 000,00	23/08/2019	23/09/2020	57	1,0900	1,1615	195 000	546 000	819 000
741 000,00	12/09/2019	20/10/2020	57	1,0800	1,1460	154 000	630 000	945 000
825 000,00	02/12/2019	21/12/2020	55	1,0875	1,1425	60 000	765 000	1 147 500
Engagements au 31/12/2019 en dollars américain						**3 000 000**	**4 046 000**	**7 121 500**

Montant nominal en USD	Date de conclusion de l'opération	Date d'échéance de l'opération	Nombre de dates de constatation durant l'opération	Borne basse (KO)	Borne haute (Strike)	Montant net accumulé non livré en EUROS au 31/12/2019	Montant potentiel restant à accumuler en EUROS après le 31/12/2019	Montant maximal restant à accumuler si cours supérieur au strike en EUROS après le 31/12/2019
530 000	15/03/2019	20/03/2020	53	1,0900	1,1850	345 992	101 266	202 532
840 000	20/03/2019	17/04/2020	56	1,0900	1,1880	505 051	202 020	404 040
560 000	08/04/2019	15/05/2020	56	1,0900	1,1775	305 732	169 851	339 703
750 000	13/05/2019	08/06/2020	50	1,0900	1,1750	344 681	293 617	587 234
648 000	05/06/2019	20/07/2020	54	1,0900	1,1755	255 211	296 044	592 088
684 000	21/06/2019	20/08/2020	57	1,0900	1,1800	244 068	335 593	671 186
784 000	09/10/2019	12/11/2020	56	1,0850	1,1400	200 000	400 000	800 000
684 000	23/08/2019	23/09/2020	57	1,0900	1,1615	167 886	470 082	705 123
741 000	12/09/2019	20/10/2020	57	1,0800	1,1460	134 380	549 738	824 607
825 000	02/12/2019	21/12/2020	55	1,0875	1,1425	52 516	669 584	1 004 376
Engagements au 31/12/2019 en euros						**2 555 517**	**3 487 796**	**6 130 890**

Les opérations de change à termes secs en cours au 31/12/2019 sont les suivants :

Date de conclusion de l'opération	Date de paiement	Position	Engagement achats en USD	Engagement achat en EUROS	Taux
04/12/2019	07/01/2020	Acheteur USD	500 000	450 207	1,1106
06/12/2018	15/01/2020	Acheteur USD	300 000	254 130	1,1805
28/12/2018	21/01/2020	Acheteur USD	300 000	253 979	1,1812
31/01/2019	27/02/2020	Acheteur USD	500 000	423 729	1,1800
20/02/2019	31/03/2020	Acheteur USD	300 000	255 907	1,1723
Total			**1 900 000**	**1 637 952**	

Crédits documentaires :

Aucun crédit documentaire en paiement de dettes fournisseurs arrivant à terme en 2019 n'a été émis au 31 décembre 2019.

Indemnités de fin de carrière :

Le calcul des indemnités de fin de carrière sur la base des données existantes à la clôture de l'exercice aboutit à une évaluation de 209 677 euros. Les règles de calcul suivantes ont été adoptées :
Méthode de calcul dite rétrospective (PBO)
Age de départ à la retraite fixé à 65 ans (départ à l'initiative du salarié)
Turnover moyen pour l'ensemble du personnel
Table de mortalité : INSEE
Table d'indexation de salaire : 2,00%
Taux d'actualisation : IBOXX (0.75%)
Principe retenu de l'indemnisation conventionnelle (convention de la métallurgie)
Salaire de référence : salaire brut moyen des douze derniers mois
Taux de charges sociales moyen (41.5%).

Evènements postérieurs à la clôture :

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Les activités ont commencé à être affectées par le Covid-19 au premier trimestre 2020 et l'entité s'attend à un impact négatif sur ses états financiers 2020.

La société, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

A la date d'arrêté des états financiers 2019 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	23 357		
Terrains	522 451		
Constructions sur sol propre	1 227 505		
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	39 869		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	219 195		4 680
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport	209 441		41 796
Matériel de bureau, informatique, mobilier	123 718		6 170
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	**2 342 178**		**52 646**
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	38 112		
Autres immobilisations financières	304		
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	**38 416**		
TOTAL GENERAL	**2 403 951**		**52 646**

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			23 357	
Terrains			522 451	
Constructions sur sol propre			1 227 505	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			39 869	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			223 875	
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport		42 086	209 151	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			129 888	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		**42 086**	**2 352 738**	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			38 112	
Autres immobilisations financières				
Prêts et autres immobilisations financières			304	
TOTAL			**38 416**	
TOTAL GENERAL		**42 086**	**2 414 511**	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	23 357			23 357
Terrains	13 212			13 212
Constructions sur sol propre	914 861	37 874		952 734
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	35 511	550		36 061
Installations techniques, matériel et outillages industriels	200 321	6 723		207 044
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	153 613	31 986	32 815	152 783
Matériel de bureau, informatique, mobilier	116 074	7 715		123 789
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	**1 433 592**	**84 846**	**32 815**	**1 485 624**
TOTAL GENERAL	**1 456 950**	**84 846**	**32 815**	**1 508 981**

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre	37 874				16 874
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	550				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 723				
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport	31 986				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 715				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	**84 846**				**16 874**
TOTAL GENERAL	**84 846**				**16 874**

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	285 718		16 874	268 845
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées	**285 718**		**16 874**	**268 845**
Pour litiges				
Pour garanties données clients	179 721	179 276	179 721	179 276
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions				
TOTAL Provisions	**179 721**	**179 276**	**179 721**	**179 276**
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours	29 051	35 285		64 336
Sur comptes clients				
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations	**29 051**	**35 285**		**64 336**
TOTAL GENERAL	**494 490**	**214 561**	**196 594**	**512 457**
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		214 561	179 721	
- financières				
- exceptionnelles			16 874	

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	304		304
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 026 949	3 026 949	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 950	2 950	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	52 499	52 499	
- T.V.A	482 475	482 475	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	2 610	2 610	
Charges constatées d'avance	158 820	158 820	
TOTAL GENERAL	**3 726 607**	**3 726 303**	**304**
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	1 277	1 277		
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 564 523	1 564 523		
Personnel et comptes rattachés	172 384	172 384		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	115 611	115 611		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	29 173	29 173		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	30 044	30 044		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	1 050 415	1 050 415		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	**2 963 426**	**2 963 426**		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	38 112		
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	268		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers			
Charges financières			

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoirs à recevoir : 0)	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	492 576
Dettes fiscales et sociales	221 041
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir : 1 040 426)	1 040 426
TOTAL	**1 754 043**

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	158 820	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	**158 820**	

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	2 495	16,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	2 495	16,00

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	12 486 493
Ventes de produits finis	5 076 823
Prestations de services	110 418
TOTAL	**17 673 734**

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	1 461 347	446 295
Résultat exceptionnel (et participation)	- 53 262	-16 490
Résultat comptable	1 408 085	429 805

Commentaires : La charge d'impôt sur les bénéfices présentée au compte de résultat de l'exercice se décompose comme suit :

- Impôt sur les bénéfices de l'exercice : 429 805 €
- Crédit d'impôt mécénat : -1 200 €

Total : 428 605 €

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
ACCROISSEMENTS	
Amortissements dérogatoires	83 342
Autres :	
TOTAL	**83 342**
Allègements de la dette future d'impôts	
ALLEGEMENTS	
TOTAL	
Nature des différences temporaires	
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	

Détail des produits et charges exceptionnels

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant
Reprise sur amortissements dérogatoires	16 874 euros
Prix de cession des immobilisations cédées	12 000 euros

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant
Amendes et pénalités	68 euros
V.N.C. des immobilisations cédées	9 271 euros

Rémunérations des dirigeants

	Montant
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES : - des organes d'administration - des organes de direction - des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires du Commissaire aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes - Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	33 485
TOTAL	**33 485**

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	7	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	9	
Ouvriers	9	
TOTAL	**25**	

Liste des filiales et participations

La société détient la totalité des titres de la société DIFAIR. Les principaux éléments chiffrés de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont les suivants :

Capital social :	38 112 €
Capitaux propres :	784 495 €
Valeur brute des titres détenus :	38 112 €
Valeur nette comptable des titres détenus :	38 112 €
Chiffre d'affaires :	952 933 €
Résultat d'exploitation :	180 080 €
Résultat net :	179 912 €

PF AUDIT

15, RUE DE BERRI - 75008 PARIS
Tél. : +33 (0) 1 58 56 37 00
Fax : +33 (0) 1 58 56 37 01
Email : contact@cabinetpfleytoux.fr

PRODIF

Société par actions simplifiée au capital de 39 920 euros
ZAC du Pré Clos, 500 rue Clément Ader – 78530 BUC
722 041 670 RCS VERSAILLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE PARIS
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 1 000 EUROS
803 068 105 RCS PARIS
SIRET : 803 068 105 00011

PRODIF

Société par actions simplifiée au capital de 39 920 euros
ZAC du Pré Clos, 500 rue Clément Ader - 78530 BUC
722 041 670 RCS VERSAILLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Associé unique de la société PRODIF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PRODIF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 9 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit
Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance
Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

S'agissant des évènements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 9 juillet 2020

PF AUDIT
Commissaire aux comptes
Patrick FLEYTOUX